Numéro 814 septembre 2021

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

Aides à domicile : les enjeux de l'avenant 43
Michel T.

◊

20 ans après le « Printemps noir » en Kabylie
N. Sidi Moussa

◊

Italie : le 11 octobre, grève unitaire à l'appel du syndicalisme de base
Ch. Mahieux

◊

Tunisie, nouvelle étape
Pascal Bé

◊

Déni d'Humanité ou Laïcité
J. Demorgon

◊

Lettre d'Amérique : Un été américain
D. Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur : Stéphane JULIEN
ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville
Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Quentin Dauphiné, Stéphane Julien, Benoît Kermoal, Christian Mahieux, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.
Éditée par
Les Amis de la Révolution prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
Commission paritaire n° 0326 G 87832
contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

Incurie et indécence

Dans la fatigue d'une année et demie d'épidémie, l'instauration du passe sanitaire et les manifestations qui ont suivi suscitent les mêmes interrogations et les mêmes divergences qu'avec les Gilets jaunes, mais de façon peut-être encore plus tranchée : faut-il aller à la conquête sur nos propres bases d'un mouvement surtout confus, ou se démarquer d'un mouvement réactionnaire niant les bienfaits et l'urgence de la vaccination générale ? Si le mouvement ouvrier a toujours défendu la vaccination, de la Commune de 1871 (contre la variole) à la Révolution russe (contre le typhus et le choléra) et à la CGT d'avant-guerre (qui organisait sur le sujet des conférences dans les Bourses du travail), la nouvelle loi pose de nombreux problèmes (délais trop courts, accès aux services publics des jeunes et précaires, menaces sur le droit du travail). La reprise épidémique avec le variant Delta nous annonce une nouvelle rentrée difficile, entre ce qu'on connaît déjà – le harcèlement au télétravail et la mise en danger en présentiel – et les annonces de reprise des réformes antisociales en fonction du calendrier électoral du chef de l'État. Il est proprement indécent de clamer de nouveau qu'il faudra travailler plus longtemps avant d'avoir droit à la retraite quand la Covid-19 vient de faire 112 000 morts dans le pays et qu'on ne voit pas le bout du tunnel.

Ce discours vise à réduire la dette publique sur le seul dos des salarié.e.s (le ministre de l'Économie ne s'en est pas caché) après que le gouvernement a généreusement arrosé le patronat et fait preuve d'incurie dans la gestion de la crise sanitaire, entre la politique hospitalière, la pénurie de masques puis leur non-gratuité (y compris pour les écoliers), le travail présentiel sans presque aucune protection l'année dernière jusque dans les secteurs non essentiels, les journées de carence pour les cas contacts incitant au présentéisme, l'ouverture en continu et en jauge pleine des écoles pendant toute l'année scolaire (cette exception et « fierté » française), le refus de reconfiner en janvier et les illusions répétées (et coûteuses en vies) de reprise économique rapide, ou une campagne de vaccination qui ne se donne pas les moyens d'aller au plus près des quartiers populaires et des secteurs ruraux. Confrontés à un mépris de classe constant, il faudra bien, et le plus tôt sera le mieux, nous mettre en ordre de bataille pour défendre tant la santé publique à l'échelle mondiale (avec la levée des brevets) que ce qui reste de nos acquis sociaux.

Stéphane JULIEN